

## **Les croyances supplantant la raison ?**

©  
D.R.



**Par : Pr Nadji Khaoua**  
**Université d'Annaba**

La vie sociale des populations sur le territoire d'un pays donné, quels que soient l'époque et le pays considérés, quel que soit également le niveau de développement économique et de modernité culturelle où ce pays se trouve, est principalement influencée par les actes de politique publique que conduisent les institutions. Les exemples récents sont nombreux à ce sujet. On a le choix large entre les USA où la pandémie Covid-19 explose suite aux effets des premières réactions niant le danger qu'ont prises les plus hautes autorités de cet Etat fédéral, le Brésil où pendant des mois, l'autorité politique niait également l'urgence du respect absolu des mesures-barrières, Madagascar où la croyance en les vertus thérapeutiques d'un breuvage à base d'herbes locales a conduit aux négligences collectives quant à ces mesures. La maladie mortelle et contagieuse y a trouvé le champ libre pour s'étendre à toute la population, dans ce pays-île du Sud-Est de l'Afrique, à tel point que ses autorités centrales sont obligées depuis ces derniers jours à lancer des appels à l'aide internationale. Seuls la Chine, le Viêt-Nam, Cuba, la Russie et à un degré moindre certains pays du Nord de l'Europe, excepté la Suède, ont su dès le départ, aidés en cela par leurs populations conscientes et disciplinées, faire face avec des succès contrastés mais des succès quand même en termes de limitation de la propagation du Covid-19. Etudier ces cas sur lesquels on peut s'informer presque en temps réel grâce aux médias du monde, montre sans aucun doute que dans chacun de ces cas, la cohésion sociale entre la population d'un même pays est affectée profondément par les décisions politiques que leurs autorités centrales ont ou n'ont pas prises. Malgré tous les

moyens de prospective dont disposent les USA, le Brésil, etc., le sommet de l'Etat a pris une direction contraire à celle qu'il devrait pour combattre, au début lorsqu'il était encore temps, le Covid-19.

Il a décidé d'une direction contre-indiquée, usant de son autorité politique sans considérer les impacts qui s'en suivront, non seulement sanitaires, mais également sur le degré de puissance des rapports qui devraient unir les différentes catégories de la collectivité nationale aux institutions publiques. Les drames Covid-19 vécus par la population de New York, cette mégapole urbaine contenant l'équivalent de près de la moitié de la population d'Algérie, et celle de Rio de Janeiro au Brésil, malgré les alertes lancées par les scientifiques dès les débuts de la pandémie, resteront à mon avis pour longtemps comme un marqueur des relations des citoyens de ces deux pays avec ceux qui prétendent les représenter en politique.

Ces rappels cités ci-dessus sont des cas décisifs, à mon sens, car ils marquent un point d'inflexion séparant les moments d'avant de la vie des populations et des Etats, avec les moments qui viendront après pour chacun d'eux. Cette observation est confirmée en Algérie par les manifestations géographiquement circonscrites du 17/02/2019 à la petite bourgade combien chargée d'histoire du refus commun du colonialisme lors des manifestations pacifiques du 08/05/1945, Kherrata (située aux environs de la ville de Sétif).

Ces manifestations avaient été suivies seulement deux jours plus tard le 19/02/2019, par celles plus massives, circonscrites localement dans une ville moyenne cette fois-ci, Khenchela, une des villes-phares dans la guerre de libération nationale 1954-1962, revêtant un cachet agropastoral, située au Sud-Est de la frange littorale de l'Algérie. La tendance commune exprimée à l'occasion de ces deux irruptions de la volonté de changement des structures politiques par les Algériens s'est depuis, à partir du 22 février 2019, magnifiquement éclatée pacifiquement à la face du système politique rejeté, cette volonté exprimée collectivement de transformation de leur Etat prenant dorénavant date parmi le concert des nations. Leurs structures politiques décriées étaient décidément hors-jeu, en particulier mais non exclusivement de 1999 à 2019, par rapport aux aspirations sociales espérées depuis l'indépendance il y a six décennies. Elles n'ont connu que des changements superficiels au gré des changements de régime gouvernemental.

Elles montrent ainsi leur faible degré de connaissance concrète de la volonté de la population qu'elles croient diriger et dont elles ont toujours déclaré, se mentant effrontément à elles-mêmes, représenter les aspirations les plus chevillées d'un avenir meilleur, surtout depuis le choix effectué en réalité en vase clos, de "Lui, cet être 1999-2019" comme premier représentant de la République. D'ailleurs l'histoire politique de ce pays, pour ceux qui en savent lire les différentes séquences historiques, des plus plurimillénaires jusqu'à celle toute récente du 22/02/2019, indique cette volonté séculaire de vivre dans la dignité que procure la liberté, comme le ferait une constellation d'étoiles brillantes dont l'éclat si lointain et si temporellement décalé ne retient pas l'attention des observateurs éphémères comme l'ont été si aveuglément les clans prédateurs et "Lui, cet être 1999-2019".

Cette histoire politique est toute tendue vers l'aspiration à construire un avenir social meilleur pour les générations non pas seulement futures mais aussi et surtout celles du moment présent. En bâtisseurs dont peu se rendent compte aujourd'hui, à travers leurs luttes contre des colonialismes successifs, les Algériens ont pour point commun de projeter, au-delà des temps et des lieux, la vision d'une vie moderne car indépendante de toute hégémonie sur leur territoire, sur eux-mêmes et sur leurs descendants. Pour ne pas l'avoir compris, le colonialisme d'hier (1830-1962) a été bouté par les armes en dehors du territoire.

Aujourd'hui, une conjoncture due à la survenue des fêtes religieuses du sacrifice du mouton alors qu'une pandémie mortelle et transmissible, le Covid-19, endeuille le monde et le pays, prend plus fortement chaque jour le risque d'être dorénavant un des moments majeurs de dislocation sociale de la population algérienne. La persistance et l'augmentation de la diffusion souvent mortelle de cette maladie contagieuse devraient unir l'ensemble des catégories sociales, sous la coordination de l'Etat, autour du respect absolu des mesures simples appliquées de par le monde.

Ces mesures sont recommandées par l'OMS et les institutions médicales nationales, comme le montre le remarquable travail de suivi et d'analyse chiffré élaboré quotidiennement dès les débuts par l'INSP. La discipline sociale commune dont le respect absolu nécessite l'intervention forte de l'Etat pour sa traduction concrète au jour le jour et sur tout le territoire national, contribuera à freiner ensuite bloquer la diffusion générale par la contagion de cette maladie mortelle.

Cette communion collective et institutionnellement organisée autour du seul objectif rassembleur du moment,

qui est clairement et sans contestation possible la lutte contre la diffusion mortelle du Covid-19, n'est pas seulement une obligation pour chacun des membres de la collectivité. Elle est un devoir, le plus suprême d'entre tous les autres, sphère privée et sphère publique confondues. Car il ne s'agit pas seulement de combattre une maladie banale, comme il en existe tant, pour tous les âges de l'individu, qu'il soit enfant, homme, femme, ou vieux.

Il s'agit d'une maladie rapidement contagieuse et mortelle, dont les remèdes scientifiques définitifs tardent à être découverts et mis sur le marché. Le respect absolu par chacun des mesures simples à appliquer de confinement, de distanciation sociale, de port du masque et d'usage répété du gel pour se nettoyer des contagions possibles par le toucher, est non seulement une obligation, mais un devoir pour préserver la vie. Celles et ceux qui n'appliquent pas ces "gestes barrières" et ces "mesures de distanciation sociale" ne respectent pas la vie. Il faut le dire, le redire, le crier sur tous les toits ! Ils encouragent la mort, la leur et celle de leurs proches en premier. La conjoncture de survenue d'une fête à caractère religieux basée sur le sacrifice d'un mouton à acquérir dans des marchés collectifs ouverts, aurait dû inciter chacun et surtout les institutions à caractère religieux les plus autorisées comme ladite "Commission ministérielle de l'interprétation religieuse" à plus de raison et de discernement. Malheureusement cela n'est pas le cas.

Cette commission ministérielle à caractère religieux, représentant la voix autorisée en matière religieuse, a déclaré publiquement et par écrit (voir son communiqué diffusé par les organes de presse) que ce rite religieux est maintenu (le sacrifice religieux du mouton, à acheter dans les marchés aux bestiaux, en milieu ouvert et où s'agglutinent des centaines, voire des milliers de vendeurs, d'acheteurs et d'animaux). Le maintien de ce rite nécessitant automatiquement la tenue de marchés aux bestiaux, même à l'intérieur des quartiers des zones urbaines, entraînant les foules à les visiter pour acquérir leurs moutons, on est déjà et on sera de plus en plus devant une occasion majeure d'amplification de la propagation au sein de la population de toutes les régions, de tous les villages et les villes, de cette maladie mortelle et contagieuse, le Covid-19. Les membres de cette "Commission ministérielle de l'interprétation religieuse" auront alors les malades et les morts qui en résulteront mathématiquement sur leur conscience. En effet, là où il y a foule, là où des milliers de mains dont certaines portant le virus Covid-19 auront palpé le mouton du sacrifice, il y a automatiquement contagion et fort risque de mort d'hommes, de femmes et d'enfants. Là où ensuite le mouton sera sacrifié en plein air et avec d'autres moutons du voisinage le jour indiqué, il y a un autre risque aussi fort de contagion et de mort. Comme hier lorsque leurs prédécesseurs de "l'Association des religieux" n'avaient rejoint qu'en 1956-57, forcés et à titre individuel, la Guerre de libération nationale (1954-1962), aujourd'hui leurs suiveurs adeptes et membres de cette "Commission ministérielle de l'interprétation religieuse" sont en retard d'une guerre nationale, celle contre cette maladie mortelle et contagieuse du Covid-19.

Si cette autorisation religieuse est maintenue par l'Etat, et il est presque aujourd'hui trop tard au vu de l'augmentation significative quotidienne des cas de malades du Covid-19 depuis l'annonce de la décision des religieux. Les conséquences à terme en seront l'accentuation du gouffre entre les composantes sociales de la population. La cohésion sociale s'effritera plus profondément entre ceux qui aspirent à la construction d'un Etat moderne que gouvernent les lois dans le respect des droits de l'homme et de la femme, et ceux pour qui la foi religieuse et ses signes ostentatoires seraient supérieurs aux lois de la République.

A ce moment-là de diffraction sociale majeure, l'aspiration à la construction d'un Etat moderne aura été définitivement anéantie. Gouverneurs et gouvernés, s'ils seraient certains d'aspirer à faire partie du monde moderne, promouvant les droits de l'homme et de la femme, respectant les lois humaines communes, n'auront que leurs yeux pour pleurer. Prendra toute sa place alors dans l'intimité d'une part moderniste de la population, le rejet dorénavant ancré et justifié, de toute idée de destin commun. Ce sera trop tard alors de réussir l'implantation de l'Etat moderne.